



la science pour la vie, l'humain, la terre

## INRAE - Centre Occitanie-Montpellier

2 place Pierre Viala - 34060 Montpellier Cedex 2

SIRET de l'établissement : 180 070 039 01027 APE : 7219Z

TVA intracommunautaire : FR57180070039

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Objet du marché :

## Acquisition et installation de chambres climatiques Pour l'Unité Mixte de Recherche CBGP à Montferrier sur Lez (34)

### MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

Procédure d'appel d'offre ouvert passée en application des articles L 2124-1, L 2124-2, R 2124-1, R 2124-2 1° et R 2161-2 à R 2161-5 du Code de la commande publique (CCP).

Le présent marché est régi par le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services.

Désignation du pouvoir adjudicateur :

Le Président du Centre INRAE Occitanie - Montpellier

INRAE - Centre Occitanie-Montpellier

Prescripteur : Le Directeur d'unité CBGP

UMR CBGP (1062)

Code nacre : QB.12 Matériel et accessoires destinés à l'expérimentation végétale sous serre

Code CPV : 42510000-4 Echangeurs de chaleur, matériel de climatisation et de réfrigération et matériel de climatisation et matériel de filtration

# Sommaire

1	OBJET DU MARCHE .....	4
2	PROCEDURE ET FORME DU MARCHE .....	4
2.1	Procédure .....	4
2.2	Forme du marché.....	4
2.3	PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES POUR UN MARCHE DE FOURNITURES COURANTES.....	4
3	DELAIS D'EXECUTION.....	5
3.1	Durée du marché .....	5
3.2	Prolongation des délais d'exécution.....	5
4	MARCHE SIMILAIRE.....	5
5	LOTS / TRANCHES / PSE /VARIANTES.....	5
5.1	Lots .....	5
5.2	Tranches .....	6
5.3	Prestations Supplémentaires éventuelles (PSE) .....	6
5.4	Variantes.....	6
6	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	6
6.1	Pièces contractuelles à la notification du marché .....	6
6.2	Pièces contractuelles postérieures à la notification du marché.....	6
6.3	Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles.....	7
7	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
7.1	Conditions générales.....	7
7.2	Confidentialité.....	7
7.3	Clauses environnementales .....	7
7.4	Emballage et transport .....	7
7.5	Livraison .....	7
7.6	Documentation à fournir .....	8
7.7	Brevets et licence logiciel.....	8
7.8	Formation à l'utilisation de l'équipement .....	8
7.9	Garantie.....	8
7.10	SAV .....	8
8	SOUS TRAITANCE .....	9
9	OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS.....	9
10	REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD).....	10
11	AVANCE .....	11
12	PRIX DES PRESTATIONS.....	11
12.1	Caractéristiques des prix .....	11
12.2	Variations dans les prix .....	11
13	MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS .....	11
13.1	Echéancier de paiement.....	11
13.2	Modalités de facturation .....	12
13.3	Délai global de paiement et intérêts moratoires .....	12
13.4	Paiement des cotraitants.....	12
13.5	Paiement des sous-traitants .....	12

14	PENALITES .....	13
14.1	Pénalités pour retard .....	13
14.2	Pénalités pour non-respect des dispositions environnementales .....	13
15	RESILIATION DU MARCHE .....	13
16	ASSURANCES.....	14
17	PREVENTION SANTE SECURITE AU TRAVAIL .....	14
18	MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE .....	14
19	DISPOSITIONS DIVERSES.....	15
19.1	Langue .....	15
19.2	Droit applicable .....	15
19.3	Différents et litiges.....	15
20	DEROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES COURANTES ET SERVICES .....	15

# 1 OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet l'intitulé suivant :

Acquisition et installation de chambres climatiques pour l'Unité Mixte de Recherche CBGP à Montferrier sur Lez (34)

Il s'agit de l'installation et la mise en service de nouvelles chambres climatiques au sein du plateau technique d'élevage et de phénotypage (SEPA) au CBGP du Centre INRAE Occitanie Montpellier. La destruction et l'enlèvement de chambres climatiques existantes ainsi que leur groupe froid sont également prévus.

Les nouvelles chambres climatiques, au nombre de 6, devront être des enceintes de dernière génération, très efficaces en termes d'utilisation de l'énergie, avec une gestion précise de la température et de l'humidité, essentielle pour étudier le rôle des conditions microclimatiques sur le comportement et le développement des insectes nuisibles et de leurs auxiliaires. Ces enceintes incluront un éclairage LED « dimmable » (c-à-d : d'intensité lumineuse variable) capable d'imiter le lever et le coucher du soleil, indispensable pour réaliser des analyses fines du comportement chez les espèces qui deviennent actives pendant les périodes de transition lumineuse.

Le titulaire s'engage à fournir toutes les prestations décrites dans le présent marché.

La consistance des prestations, les délais de réalisation ainsi que leurs spécifications sont contenus dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) joint à la présente consultation.

## Lieu de livraison et d'installation

INRAE Occitanie-Montpellier UMR 1062 - CBGP

755 avenue du Campus Agropolis - 34988 MONTFERRIER sur LEZ

Les risques afférents au transport et à la livraison de l'équipement sont à la charge du titulaire.

# 2 PROCEDURE ET FORME DU MARCHE

## 2.1 Procédure

Le présent marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique (CCP).

Il est passé selon une procédure formalisée d'appel d'offre ouvert en application des dispositions des articles L 2124-1, L 2124-2, R 2124-1, R 2124-2 1° et R 2161-2 à R 2161-5 du CCP.

## 2.2 Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un marché public ordinaire mono-attributaire à prix ferme.

## 2.3 PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES POUR UN MARCHE DE FOURNITURES COURANTES.

En application des dispositions de l'article R2122-4 du code de la commande publique : « L'acheteur peut passer un marché de fournitures sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet :

- 1° Des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial et qui sont destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseur obligerait l'acheteur à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques techniques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées. Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, sa durée ne peut dépasser, sauf cas dûment justifié, trois ans, toutes tranches confondues ;
- 2° L'achat de matières premières cotées et achetées en bourse. »

## 3 DELAIS D'EXECUTION

### 3.1 Durée du marché

La durée du présent marché est de **36 mois** à compter de sa date de notification. Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Cette durée comprend : les délais de livraison, de mise en service, de formation, les opérations de vérification jusqu'à l'admission de chaque phase prévue à l'article 9 ci-après et la durée de garantie légale, y compris la tranche optionnelle.

#### Délais d'exécution :

Le planning d'intervention prévisionnel en fonction des 3 phases est le suivant :

- Phase 1 avec 1 chambre climatique : 4 mois
- Phase 2 avec 2 chambres climatiques : 8 mois
- Phase 3 avec 3 chambres climatiques : 12 mois (si affermissement tranche optionnelle)
- Garantie – SAV : 12 mois à compter de la mise en service des dernières chambres

Chaque zone correspondant à des phases successives d'intervention non concomitantes, l'installation des chambres climatiques devront commencer par la phase 1, puis par la phase 2 (avec démolition préalable), et si la tranche optionnelle est affermie, finir par la phase 3 (avec démolition préalable).

Dans un souci de continuité de service, le titulaire pourra commencer la phase suivante uniquement lorsque chaque équipement de la phase précédente aura été mis en service.

### 3.2 Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par INRAE dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG FCS.

Ainsi, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait d'INRAE ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, INRAE prolonge le délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG FCS.

Si une crise sanitaire à l'image de celle de la Covid-19 venait à se reproduire pendant le délai de réalisation du présent marché, le délai de réalisation serait automatiquement prorogé.

Cet article constitue une clause de réexamen. Ce réexamen se fera sous la forme d'un certificat administratif. Il sera transmis pour information au titulaire.

## 4 MARCHE SIMILAIRE

Le présent marché est susceptible d'être complété, dans le cadre de son exécution, par un ou plusieurs marchés négociés sans mise en concurrence tels que prévus par l'article R.2122-7 du code de la commande publique. Les prestations seront exécutées dans les mêmes conditions que celles du marché initial.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

## 5 LOTS / TRANCHES / PSE /VARIANTES

### 5.1 Lots

Le présent marché n'est pas alloté au sens de l'article L 2113-10 du code de la commande publique car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

L'installation de ces équipements similaires est motivée par la réalisation de recherches pluridisciplinaires et la réalisation d'une plateforme qui rend l'acquisition et l'installation de ces équipements étroitement imbriquées et interdépendantes. Par conséquent, la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile la planification de ces phases successives d'interventions et de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## 5.2 Tranches

Il s'agit d'un marché à tranches qui comporte une tranche ferme (TF) et une tranche optionnelle (TO) intitulées :

Tranche ferme : Acquisition de chambres climatiques des phases 1 et 2, soit

Phase 1 – 1 chambre climatique au rez-de-chaussée

Phase 2 – 2 chambres climatiques à l'étage

Tranche optionnelle : Acquisition de 3 chambres climatiques de la phase 3, soit

Phase 3 – 3 chambres climatiques à l'étage

### Modalités :

Chaque tranche optionnelle pourra être affermie par décision de l'acheteur. L'exécution de chaque tranche optionnelle sera subordonnée à la notification dématérialisée de la décision d'affermissement au titulaire du marché au plus tard à la mise en service de chaque équipement de la tranche ferme.

En cas de non affermissement d'une (des) tranche(s) optionnelle(s), le titulaire n'a droit à aucune indemnité de dédit.

## 5.3 Prestations Supplémentaires éventuelles (PSE)

Les Prestations Supplémentaires Eventuelles sont demandées :

PSE 1 : Raccordement de chambres existantes

Les PSE sont chiffrées séparément dans l'offre.

## 5.4 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées. Les soumissionnaires doivent obligatoirement présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation.

# 6 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

## 6.1 Pièces contractuelles à la notification du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement
- L'annexe financière à l'acte d'engagement (proposition financière) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'offre technique du titulaire ainsi que les réponses aux questions dans le cadre de la consultation et les pièces supplémentaires de nature technique présentées par le titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois M0) ;
- Le formulaire DC4 renseigné et signé, le cas échéant.

Les pièces générales (CCAG FCS) ne sont pas jointes au présent marché mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître et les accepter. Ce dernier ne peut donc en invoquer son ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues. Au titre de son devoir de conseil, le prestataire doit informer INRAE de toute modification ou évolution de normes ou réglementations relatives aux prestations définies dans le marché pendant toute sa durée.

## 6.2 Pièces contractuelles postérieures à la notification du marché

Le marché pourra être éventuellement modifié par avenant, signé des deux parties. Un avenant ne peut en aucun cas bouleverser l'économie générale du marché ou des prestations ni en changer l'objet.

### 6.3 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le marché constitué des documents contractuels définis *supra*, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

## 7 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché telles qu'elles sont décrites au CCTP

### 7.1 Conditions générales

Le Titulaire est réputé connaître et maîtriser les techniques nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent marché. Il s'engage à prendre les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

Il est astreint, pour l'ensemble des prestations à une obligation de résultat. Il s'engage à déployer tous les moyens complémentaires nécessaires pour aboutir aux résultats sur lesquels il s'est engagé et dont les modalités sont décrites dans le CCTP.

Le Titulaire s'engage, dans la réalisation de ses prestations, à mener les actions concourant au respect :

- De la qualité et la complétude des prestations précisées par les documents du marché ;
- Des délais convenus, tels que prévus par les documents du marché.

Le Titulaire est astreint, pour l'ensemble des prestations découlant du marché, à une obligation de diligence, de conseil et de service. Il s'oblige à exécuter ses prestations dans le respect des règles de l'art. Aussi, s'il constate, dans les dispositions du CCTP, des tâches qui contreviennent aux règles de l'art, il est tenu d'en informer INRAE dans les meilleurs délais.

### 7.2 Confidentialité

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants, cotraitants, fournisseurs, filiales et mandataires, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les données, les études, programmes, décisions et autres informations dont il aura connaissance au titre de l'exécution du présent marché.

Il s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents, sur quelque support que ce soit, à des tiers sans l'accord préalable exprès d'INRAE.

### 7.3 Clauses environnementales

Le titulaire veille à limiter l'impact environnement des prestations et des fournitures livrées en tenant compte de :

- Bilan énergétique et impact environnemental de chaque chambre climatique installée (consommation énergétique/efficacité de l'isolation des parois/provenance des matériaux, etc.)
- Utilisation de filières de recyclages des déchets, gravats, anciens équipements, fluides frigorigènes, etc...dans le cadre de la démolition.
- Disponibilité des pièces détachées de chaque équipement dans le temps et en terme de délai d'approvisionnement, selon offre du titulaire.

Le prestataire doit avoir une démarche de réduction du bilan carbone lors de ses livraisons en privilégiant les moyens de transport moins émetteurs, avec des chauffeurs formés à l'éco-conduite et des transporteurs de proximité.

En cas de non-respect de ces clauses, l'INRAE se réserve d'appliquer les pénalités indiquées à l'article 14.2 du présent CCAP

### 7.4 Emballage et transport

Les risques afférents au transport et à la livraison de l'équipement sont à la charge du titulaire.

La prévention de la production des déchets : le titulaire devra réduire le nombre de colis au minimum et adapter la taille des emballages. La récupération des emballages relatifs aux matériels livrés est à la charge du titulaire.

### 7.5 Livraison

Les délais de livraison et d'intervention de chaque phase sont les délais indiqués par le titulaire dans son offre. Ce délai court à compter de la date de notification du marché, dans la limite de la durée du marché.

Par dérogation aux stipulations de l'article 19 du CCAG FCS, INRAE n'informe pas systématiquement le titulaire de la disponibilité des locaux destinés à l'installation du matériel, dans le délai de quinze jours au moins, avant la livraison de celui-ci.

## 7.6 Documentation à fournir

Le titulaire s'engage à fournir la documentation suivante :

- notice détaillée, en langue française, précisant les modalités et les conditions d'utilisation de l'ensemble des fournitures livrées (équipement, logiciels) ;
- certificats de conformité aux normes CE des fournitures ;
- manuel de formation des utilisateurs

## 7.7 Brevets et licence logiciel

Le titulaire s'engage à fournir pour les logiciels de traitement des données une licence de site multiutilisateurs permanente dans sa dernière version.

Concernant les logiciels de pilotage et de traitement des données, les mises à jour et changements de version des logiciels de pilotage et les mises à jour des logiciels de traitement des données sont à fournir par le titulaire.

La mise à jour s'entend comme une évolution dans une même version du logiciel (passage d'une version 3.0 à 3.1 par exemple).

Le changement de version s'entend comme le passage d'une version 3.1 à 4.0 par exemple.

La compatibilité entre les logiciels de pilotage et de traitement des données doit être assurée.

Le titulaire s'engage à être à jour du règlement des redevances dues au titre des brevets et licences d'exploitation des matériels distribués

## 7.8 Formation à l'utilisation de l'équipement

Le marché inclut, à la charge du titulaire, deux formations au minimum dans les locaux d'INRAE :

- une formation sur site des utilisateurs de l'équipement sur l'utilisation et la programmation des automates de contrôle devra être effectuée lors de la mise en service pour 4 personnes.
- une formation complémentaire sur le site d'INRAE pour les problèmes rencontrés à l'usage 1 mois après la formation initiale.

## 7.9 Garantie

En application de l'article 33 du CCAG FCS, l'équipement fait l'objet d'une garantie commerciale légale d'un (1) an.

Pour les logiciels fournis, la garantie devra comprendre obligatoirement leur mise à jour et évolution, comme indiqué à l'article 7.7 du CCAP.

Le point de départ de cette garantie est la date de mise en service de l'équipement.

Le contenu de cette garantie commerciale (pièces, main-d'œuvre, frais de déplacement, modalités d'interventions et de mise en œuvre) est détaillé dans l'offre du titulaire. L'offre précise également les délais et modalités d'intervention (coût du déplacement, coût horaire de l'intervention sur site) en termes de Service Après-Vente (SAV).

Au titre de cette garantie commerciale, le titulaire du marché s'engage à intervenir sur le site de INRAE dans un délai maximum de 24 heures selon la nature de la panne à compter de la demande par mail de INRAE.

## 7.10 SAV

Les prestations de service après-vente du titulaire s'exécutent durant toute la période de garantie.

Le titulaire s'engage à assurer dans le cadre du présent marché, le service après-vente décrit dans son offre.

Le service après-vente peut prévoir, pendant la période de garantie, des opérations (visites) de maintenance préventive ou d'entretien du ou des équipements, objet du marché.

En tout état de cause, le service après-vente prévoit au minimum et sans surcoût pendant la durée de garantie les services décrits dans l'offre technique du titulaire.



## 8 SOUS TRAITANCE

Conformément aux dispositions des articles L 2193-1 à L 2193-14 et R 2193-1 à R 2193-22 du CCP, et sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur (ou acheteur) et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG FCS.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé à INRAE ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration de sous-traitance dûment remplie - formulaire DC4 ou équivalent, disponible au lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le titulaire fournira en appui de la demande d'acceptation, un dossier de présentation du sous-traitant qui doit comporter les mêmes éléments demandés au dossier de candidature du titulaire pour apprécier les capacités financières, professionnelles et techniques :

- DC2 (déclaration concernant le chiffre d'affaires global, déclaration indiquant les effectifs moyens annuels, Certifications / Qualifications demandées)
- Une liste des prestations exécutées au cours des trois dernières années ;
- Son numéro unique d'identification (SIREN) ;
- La liste des salariés étrangers soumis à autorisation de travail au sens de l'article D 8254-2 du code du travail.
- L'attestation fiscale attestant du paiement des obligations fiscales.
- L'attestation de fourniture des déclarations sociales attestant du paiement des cotisations et contributions sociales, datant de moins de 6 mois.
- Les attestations d'assurances de responsabilité civile professionnelle, en cours de validité.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet, attestant de son habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, de restituer l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré ou d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

La sous-traitance totale des prestations n'est pas règlementairement autorisée.

Cette sous-traitance deviendra effective dès la notification de l'acte DC4 dûment signé par INRAE.

En cas de sous-traitance, le titulaire assure seul et personnellement, vis-à-vis de INRAE, la responsabilité du marché qui lui a été confié.

## 9 OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par le représentant de INRAE conformément aux dispositions prévues par les articles 27 à 33 du CCAG FCS.

Les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par INRAE.

Par dérogation aux articles 27.3 du CCAG-FCS, la vérification en vue de l'admission du matériel se fera sur le site INRAE en présence du titulaire du marché.

Par dérogation aux articles 28.1 du CCAG-FCS, l'acheteur ne notifie pas au titulaire sa décision d'admission.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, aucun délai n'est applicable à INRAE pour procéder et notifier sa décision. L'admission des fournitures ou des services sera acquise uniquement sur décision expresse de l'acheteur.

## 10 REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

La gestion des données par le titulaire doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM. La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

### Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016 (JORF n° 0095 du 22 avril 2016 texte n° 1). Information concernant le RGI : <http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

### Conformité RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Ils disposent que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Information concernant le RGAA : <http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

### Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,

Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

### Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformatiques/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

### Conformité au règlement européen 2016/679 – RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>), et plus largement.

Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,

En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-FCS et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données de l'établissement bénéficiaire obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données de l'établissement bénéficiaire, pourra être exigée par l'établissement bénéficiaire auprès du titulaire.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire.

## 11 AVANCE

L'option B de l'article 11.1 du CCAG FCS s'applique.

Le titulaire bénéficie d'une avance, dans les conditions de l'article R 2191-3 du CCP, pour toute commande supérieure à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf renonciation expresse du titulaire dans l'acte d'engagement.

L'avance est fixée à 20% du montant TTC de chaque tranche.

L'avance est payée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du présent marché. Elle n'est ni actualisable, ni révisable.

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

## 12 PRIX DES PRESTATIONS

### 12.1 Caractéristiques des prix

Le présent marché est conclu à prix forfaitaires fermes déterminés dans le devis du titulaire annexé à l'acte d'engagement. Ce prix forfaitaire est appliqué aux prestations réellement réalisées.

Le prix est établi, hors taxes, à la date prévue pour la remise des offres et pour les prestations définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Ce prix est établi en conformité avec la réglementation des prix. Le taux de TVA qui sera appliqué sera celui en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf dispositions réglementaires contraires.

### 12.2 Variations dans les prix

Sans objet

## 13 MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

### 13.1 Echancier de paiement

Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution des prestations et selon l'échéancier suivant :

- 60% à la livraison de l'équipement et l'installation des équipements de chaque phase ;
- Le solde de 40% sera versé suite à l'admission des équipements de chaque phase et après réalisation des formations comme prévu au CCTP.

Conformément à l'article 11.2 du CCAG FCS, chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de paiement de la part du titulaire. Une facture d'acompte devra être établie à chaque acompte.

### 13.2 Modalités de facturation

Conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du CCP, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro, par dépôt au format pdf sur le site suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions de l'article R 2192-3 alinéa 2 du CCP, l'utilisation du portail de facturation (CHORUS) est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le titulaire renseignera sur Chorus Pro les éléments suivants :

- Le numéro de SIRET, 180 070 039 01027, qui identifiera la structure INRAE OCCITANIE MONTPELLIER en tant que destinataire de la facture ;
- Le Numéro d'engagement : numéro du bon de commande

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants sous peine d'être rejetées :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire : 18007003901027
- Le Code TVA du centre INRAE bénéficiaire : FR57180070039
- Le numéro du marché
- Le numéro du bon de commande associé au marché
  
- Le nom et la raison sociale du titulaire
- Le numéro SIRET du titulaire
- Le numéro du compte bancaire
- Les prestations réalisées
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE Occitanie-Montpellier.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable Secondaire du Centre INRAE Occitanie-Montpellier.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire à l'acte d'engagement.

### 13.3 Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites, sous réserve de validation du service fait.

Conformément aux stipulations des articles L 2192-10, R 2191-10, R 2192-12 à R 2192-13 du CCP, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### 13.4 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### 13.5 Paiement des sous-traitants

L'acte d'engagement ou le DC4 indique le maximum qui doit être réglé aux sous-traitants éventuels.

Le sous-traitant de premier rang doit être payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est supérieur au seuil de 600 euros TTC défini à l'article R 2193-10 du CCP.

Le sous-traitant de 2ème rang ou d'avantage ne bénéficie pas du droit de paiement direct.

La facture du sous-traitant en paiement direct est à libeller au nom du titulaire du marché.

Le sous-traitant transmet sa facture au titulaire qui la traitera et la joindra à sa demande de paiement en pièce jointe dans Chorus Pro (v. supra, article 13.1).

## 14 PENALITES

### 14.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des délais contractuels, INRAE se réserve le droit d'appliquer au Titulaire, sans mise en demeure préalable, les pénalités ci-dessous :

Objet	Délais à respecter	Pénalités en € HT
Retard du titulaire dans le délai de livraison de chaque équipement	Délai annoncé dans l'offre du titulaire	100,00€/jour de retard
Retard du titulaire dans le délai de mise en service des équipements de chaque phase	Délai contractuel du marché	100,00€/jour de retard

A cette liste s'ajoute des pénalités en cas de travail dissimulé : Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé et en application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration du droit, le titulaire qui ne respecte pas le code du travail qu'il s'agisse de dissimulation d'activité (article L.8221-3 et L.8221-4 du Code du travail) ou d'emploi salarié (article L.8221-5 du Code du travail), se verra appliquer, après mise en demeure non suivie d'effet, une pénalité de 100 Euros HT par jour calendaire. Le montant de ces pénalités est plafonné à 10% du montant total du marché et ne peut, en outre, excéder le montant des amendes pénales encourues pour la commission de ces infractions.

Les pénalités sont cumulables et peuvent être retenues sur les sommes (précompte sur les acomptes ou sur le solde) à devoir au titulaire ou faire l'objet d'un titre de recette, sans mise en demeure préalable, du seul fait de la constatation du dysfonctionnement.

### 14.2 Pénalités pour non-respect des dispositions environnementales

En cas de non-respect des dispositions environnementales que le titulaire s'est engagé à respecter au titre du présent marché dans son offre, le titulaire encourt une pénalité de 150 € par non-respect constaté des clauses énoncées à l'article 7.3 du CCAP.

## 15 RESILIATION DU MARCHE

Outre les cas prévus par le présent CCAP, INRAE peut résilier le présent marché conformément aux dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG FCS.

Si le titulaire du marché déclare ne pas pouvoir exécuter le marché, ou en cas de défaillance du titulaire dans l'exécution de celui-ci, le marché est résilié aux torts du titulaire avec mise en demeure préalable et sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnisation.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation du marché, ou à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

Le marché résilié est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et, d'autre part, des prestations en cours d'exécution dont INRAE accepte l'achèvement.

D'une façon générale, il est rappelé qu'en application de l'article 41.1.n) du CCAG FCS, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143-3 et R 2143-6 à R 2143-10 du CCP ou de refus de produire les pièces prévues à l'article R 2143-8 du même code, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

Par ailleurs, le titulaire s'expose à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues par l'article 36 du CCAG FCS.

En application de l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par INRAE, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5%.

Dans tous les cas, jusqu'à la résiliation, les prestations sont exécutées de manière permanente et continue dans les conditions du marché et quelle que soit la nature des litiges existant entre les parties ou en leur sein.

## 16 Assurances

Le titulaire du présent marché assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des dommages que l'exécution de ses prestations peut causer dans les limites de ses obligations contractuelles :

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens, à ceux de INRAE, ou à ceux de tiers.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers et au propriétaire à l'occasion des interventions.

Il s'engage à produire, dans les quinze jours suivant la notification du présent marché ou d'une reconduction, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie, ainsi que la franchise si elle existe.

## 17 PREVENTION SANTE SECURITE AU TRAVAIL

Le Titulaire s'engage à respecter et à faire appliquer à son personnel les règles de circulation et de stationnement en vigueur au sein de INRAE.

Par ailleurs, les exigences réglementaires en matière d'intervention d'entreprise extérieure notamment celles définies dans le Code du Travail à l'article R4511-1 et suivants sont applicables à INRAE. Si cette disposition s'applique au présent marché, le titulaire et INRAE établiront au début du marché le plan de prévention.

## 18 MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

Toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du titulaire du marché est portée impérativement à la connaissance de INRAE.

Le titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant les changements l'affectant (extrait K-bis, copie de l'annoncé publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, acte de cession, etc...).

### 18.1.1 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- Modification de la dénomination sociale du titulaire
- Modification de l'adresse que le titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement
- Modification des coordonnées bancaires
- 

Ces modifications doivent être portées à la connaissance de INRAE dans les plus brefs délais.

### 18.1.2 Modifications majeures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à la modification du n° d'identification (SIREN, SIRET ou autres)
- Lors d'un transfert, d'une cession

- Toute autre modification affectant la possibilité du titulaire d'exécuter le marché

Le titulaire doit alerter INRAE à l'adresse mentionnées en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du marché conclu par INRAE, dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation par INRAE de la cession du marché, cette cession fait l'objet d'une modification du marché constatant son transfert au nouveau titulaire. Celle-ci sera matérialisée par un avenant établi par INRAE.

Est également considérée comme majeure toute autre modification affectant la possibilité du titulaire, d'exécuter le marché.

## 19 Dispositions diverses

### 19.1 Langue

Conformément à la loi n°94-65 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et à la circulaire d'application du 19 mars 1996 (J.O du 20/03/1999), les correspondances et la documentation relatives au marché sont rédigées en langue française.

### 19.2 Droit applicable

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

### 19.3 Différents et litiges

En cas de différends et litiges entre le Titulaire du présent marché et l'INRAE, et en l'absence de règlement amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier est seul compétent pour régler ces différends et litiges nés à l'occasion de l'exécution du marché.

Tribunal Administratif de Montpellier  
6 RUE PITOT  
34063 MONTPELLIER CEDEX 2  
Courriel : [greffe.ta-montpellier@juradm.fr](mailto:greffe.ta-montpellier@juradm.fr)  
SIRET : 17340005200010  
<http://montpellier.tribunal-administratif.fr/>

## 20 Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé	Objet
6.1	4.1	Pièces contractuelles du marché
7.1	19	Livraison
9	27.3	Opérations de vérification
9	28.1- 28.2	Admission des prestations
14	14	Pénalités

Le 09/09/2025